

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE POUR LE PATRIMOINE EN ÎLE-DE-FRANCE - AFFECTATIONS POUR
L'AMÉNAGEMENT CULTUREL ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE, 1ÈRE SESSION DE
LABELLISATION PATRIMOINE D'INTÉRÊT RÉGIONAL - 1ER RAPPORT 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	7
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	11
Annexe 1 : Fiches Label	12
Annexe 2 : Fiches projet	28

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'objet du présent rapport concerne la labellisation patrimoine d'intérêt régional de nouveaux sites et le soutien à la restauration et la valorisation du patrimoine à travers le vote de subventions. Ce rapport propose également plusieurs affectations dans le cadre de la politique éditoriale et événementielle.

Dans ce cadre, il est proposé plusieurs affectations qui représentent une affectation globale de

- **2 033 915 € en autorisation de programme**
- **393 000 € en autorisation d'engagement.**

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

1. Première campagne 2023 d'attribution du label « Patrimoine d'intérêt régional »

La délibération-cadre n° CR 2017-84 modifiée du 6 juillet 2017 pour une politique ambitieuse de valorisation du patrimoine crée un label « patrimoine d'intérêt régional » et présente le règlement d'intervention de soutien au patrimoine labellisé. La délibération n° CP 2017-547 du 22 novembre 2017 définit les modalités de ce label, modifiées par la délibération n° CP 2018-244 du 30 mai 2018.

Le présent rapport propose **d'attribuer le label à 15 sites** non protégés en fonction de la qualité de l'architecture et/ou de leur intérêt au regard de l'histoire de l'Île-de-France. Le patrimoine labellisé est représentatif de la diversité des patrimoines franciliens tout en esquisant de grandes thématiques structurantes : patrimoine rural, industriel, architecture du XXème siècle, cité-jardin, art public, maison d'artiste ou de villégiature.

L'octroi de ce label doit permettre la création de parcours proposés aux publics pour une meilleure attractivité touristique de sites souvent méconnus. Le label ouvre des possibilités de financement dans le cadre d'opération de restauration ou de projet de valorisation.

Les **15 candidatures** proposées sont présentées en annexe 1 à la présente délibération.

2. Affectations 2023 pour la valorisation du patrimoine

La Région dans le cadre de ses missions d'inventaire et de valorisation du patrimoine s'est engagée à promouvoir les richesses patrimoniales franciliennes, notamment auprès du jeune public.

2.1 Organisation de la 7ème édition de « Jardins Ouverts », à hauteur de 250 000 €

Au terme de cinq éditions qui ont réuni à nouveau en 2021 plus de 200 000 visiteurs dans plus de 220 jardins répartis dans toute l'Île-de-France, la Région pérennise cette manifestation au sein de l'été culturel sur les deux mois d'été. Il s'agit de l'élaboration et de la coordination du programme régional, de l'organisation des animations/ateliers dans une trentaine de jardins structurants, de la mise en place des opérations de communication, de la gestion et suivi des relations presse - partenariats media, de la réalisation du bilan et de l'évaluation de la manifestation. Comme les

années précédentes, la sixième édition de Jardins Ouverts offrira aux franciliens une diversité d'animations, tels que des concerts, spectacles, ateliers, visites guidées, expositions, installations contemporaines, animations jeune public, lectures, dégustations, conférences, etc.

Cette affectation s'inscrit dans le cadre d'un marché public lancé en 2021 d'une durée d'un an ferme renouvelable deux fois avec l'agence *Façon de penser*.

2.2 Organisation de la 8ème édition de Patrimoines en Poésie, à hauteur de 20 000€

« Patrimoines en poésie » est un concours qui incite les enfants de 8 à 12 ans à écrire un poème sur leur patrimoine préféré en Île-de-France. Organisée en partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Île-de-France (DRAC), cette opération a un double enjeu : sensibiliser les enfants au patrimoine et fédérer les acteurs culturels et éducatifs du territoire autour d'un événement régional. Forte du succès des éditions précédentes, la manifestation est reconduite. Il s'agit de la coordination du programme régional, de l'élaboration des outils de communication, de l'organisation de la remise des prix dans un lieu patrimonial et l'achat des lots pour les lauréats.

Ces affectations, d'un montant de **270 000 €** en autorisation d'engagement, seront prélevées sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101409 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2023.

2.3 Gestion de la photothèque

Le service Patrimoine et Inventaire dispose d'une photothèque depuis 2020, dans l'objectif de diffuser les photographies produites par le service au large public. Cette mission a été confiée à un prestataire dans le cadre d'un marché public conjoint avec la direction de la communication (achat du logiciel, reprise des données, hébergement et infogérance).

Dans le cadre du renouvellement du marché, Il est proposé d'affecter un montant total de 38 600 € en autorisation de programme de **38 600 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code 312 « Patrimoine », programme HP 312- 014 « Développement du patrimoine en région », action 13101406 « Fonds régional photographique et audiovisuel » du budget 2023.

3. Soutien à la restauration du patrimoine

3.1 Soutien au patrimoine protégé et labellisé

Conformément à la délibération n° CR 2017-84 modifiée du 6 juillet 2017 qui acte le soutien à la restauration du patrimoine, il est proposé de soutenir **15 projets** franciliens déclinés comme suit, figurant en annexe 2 à la présente délibération :

Soutien au patrimoine protégé, soit 12 subventions pour un montant de 1 456 315 €

- Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH : 1 075 565 €
- Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH : 380 750 €

- **Soutien au patrimoine labellisé d'intérêt régional, soit 3 subventions pour un montant de 289 000 €**

3.2 Bonus patrimoine du Contrat Rural (COR)

Conformément à la politique régionale votée par délibération n° CR 2020-073 du 14 décembre 2020 modifiée par la délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 qui permet de venir en complément de la subvention octroyée par la délibération n° CP2022-420 du 10 novembre 2022 dans le cadre du dispositif COR (CR 2020-73), il est proposé de **soutenir 1 projet de restauration du patrimoine francilien pour un montant 100 000 €**. Cette opération est présentée en annexe 2 à la présente délibération.

3.2 Soutien à l'investissement culturel

Conformément à la politique régionale adoptée par délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 modifiée pour une politique régionale ambitieuse d'investissement culturel, il est proposé de soutenir **1 projet** dans le cadre du dispositif **Construction et restauration des orgues pour un montant total de 130 000 euros**. Cette opération est présentée en annexe 2 à la présente délibération.

Au total, il est proposé **17 affectations pour un montant de 1 975 315 €** en autorisation de programme disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101402 « Valorisation du patrimoine » du budget 2023.

4. Soutien à la construction, rénovation et aménagement des musées

Conformément à la politique régionale votée par délibération n° CR 2017-084 modifiée du 6 juillet 2017 qui acte le soutien aux Musées, il est proposé de soutenir la Commune de Saint-Germain-en-Laye (Musée Ducastel-Véra) pour un montant de 20 000 € dont le projet figure à l'annexe 2 de la présente délibération.

Cette affectation d'un montant de **20 000 €** autorisation de programme, est prélevée sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13100403 « construction, rénovation et aménagement des musées » du budget 2023.

5. Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine

Ces opérations relèvent de la politique régionale adoptée par délibération n° CR 2017-084 modifiée du 6 juillet 2017 relative au soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine. Il est proposé de soutenir **2 projets d'expositions** ou de manifestations de mise en valeur du patrimoine francilien. Ces opérations sont présentées en annexe 2 à la présente délibération.

Il est proposé d'affecter un montant de **27 000 €** en autorisation d'engagement disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101409 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2023.

6. Gestion des archives

Afin d'assurer la bonne conservation des archives régionales, tant physiques que numériques, ainsi que leur valorisation, il est proposé d'affecter un montant de **96 000 €** en autorisation d'engagement, sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », section 31 « Culture », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101409 « Connaissance et diffusion du patrimoine ».

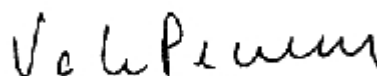
Il s'agit d'une opération directe qui permettra de financer :

- L'externalisation de la conservation et gestion d'une partie des d'archives intermédiaires de

- la Région pour 25 000 €,
- la numérisation d'un fonds d'archives audiovisuelles pour 25 000 €,
- la destruction confidentielle d'archives ayant dépassé leur durée d'utilité administrative et le transfert d'archives pour 9000 €,
- les dépenses de fonctionnement du futur Système d'Archivage Electronique (SAE) pour 37 000 €.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

POLITIQUE RÉGIONALE POUR LE PATRIMOINE EN ÎLE-DE-FRANCE - AFFECTATIONS POUR L'AMÉNAGEMENT CULTUREL ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE, 1ÈRE SESSION DE LABELLISATION PATRIMOINE D'INTÉRÊT RÉGIONAL - 1ER RAPPORT 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le régime exempté SA 42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE n° L187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE n° L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE n° L215 du 7 juillet 2020 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-84 du 6 juillet 2017 modifiée pour une politique régionale ambitieuse de valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CP 2017-506 du 20 septembre 2017 approuvant la déclinaison du dispositif '100 000 stages pour les jeunes franciliens ' avec les départements franciliens ;

VU la délibération n° CP 2017-547 du 22 novembre 2017 modifiée relative à la mise en œuvre du label Patrimoine d'intérêt régional ;

VU la délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 modifiée Pour une politique régionale ambitieuse d'investissement culturel ;

VU la délibération n° CP 2018-507 du 21 novembre 2018 approuvant l'avenant-type aux conventions-type ;

VU la délibération n° CR 2020-015 du 5 mars 2020 une politique du patrimoine renforcée : mise en œuvre des premières assises franciliennes du patrimoine ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-044 du 21 juillet 2021 portant adoption du règlement intérieur du conseil régional (mandature 2021-2028) ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 modifiant le règlement d'intervention relatif au nouveau contrat rural ;

VU la délibération n° CP 2022-392 du 23 septembre 2022 approuvant la convention-type aménagement culturel ;

VU la délibération n° CP 2022-346 du 23 septembre 2022 modifiée approuvant la convention-type relative au soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CR 2020-073 du 14 décembre 2020 approuvant le règlement d'intervention de l'aide régionale complémentaire au dispositif nouveau contrat rural nommée Bonus Patrimoine

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-005 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Première campagne 2023 d'attribution du label « Patrimoine d'intérêt régional »

Approuve les candidatures déposées au titre du label pour les projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : Affectations du budget 2023 pour la valorisation du patrimoine

Affecte une autorisation d'engagement de **270 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », section 31 « culture », code 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101409 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2023.

Affecte une autorisation de programme de **38 600 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101406 « Fonds régional photographique et audiovisuel » du budget 2023.

Article 3 : Soutien à la restauration du patrimoine

Décide de participer au titre des dispositifs de soutien à la restauration du patrimoine au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **1 845 315 €**.

Subordonne le versement des subventions à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2022-392 du 23 septembre 2022 et modifiée par la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 845 315 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », section 31 « culture », code 312 « patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101402 « Valorisation du patrimoine » du budget 2023.

Article 4 : Soutien à la construction, rénovation et aménagement des musées

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à la construction, à la rénovation et à l'aménagement des musées au financement du projet détaillé en annexe 2 à la délibération, par l'attribution d'une subvention pour un montant maximum prévisionnel de **20 000 €** ;

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération n° CP 2022-392 du 23 septembre 2022 modifiée par la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **20 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », section 31 « culture », code 312 « patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13100403 « construction, rénovation et aménagement des musées » du budget 2023.

Article 5 : Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine

Décide de participer au titre du dispositif de soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine au financement des projets détaillés annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **27 000 €**.

Subordonne le versement des subventions à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 modifiée par les dispositions de la délibération CP 2022-346 du 23 septembre 2022 et de la délibération CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **27 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101409 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2023.

Article 6 : Investissement culturel

Décide de participer au titre du dispositif de soutien « Investissement culturel - Construction et restauration des orgues » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la délibération, par l'attribution d'une subvention pour un montant maximum prévisionnel de **130 000 €**.

Subordonne le versement des subventions à la conclusion d'une convention conforme à la convention-type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2022-392 du 23 septembre 2022 et modifiée par la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022

susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **130 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », Action 13101402 « Valorisation du patrimoine ».

Article 7 : Gestion des archives

Affecte une autorisation d'engagement de **96 000 €** disponible sur sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », section 31 « Culture », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région », action 13101409 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2023.

Article 8 : Dérogation au principe de non-commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'alinéa 3 article 17 et l'alinéa 3 article 29 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches Label

DOSSIER EX066239 _ FERME DE LA CROIX-BLANCHE, BLANDY

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Ferme de la Croix-Blanche

Commune : Blandy-les-Tours

Département : 77

Datation : XVII^e – XVIII^e – XIX^e siècles

Description synthétique : Résidence de notable, ferme de bourg

Identité du propriétaire : Département de la Seine-et-Marne



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Construite dans le bourg de Blandy-les-Tours à proximité du château médiéval, la ferme de la Croix-Blanche est constituée d'un ensemble de bâtiments formant cour. Son histoire remonte à la période moderne, principalement au XVII^e siècle, période durant laquelle seule la maison alignée sur la rue et son portail sont en place. Elle est alors la propriété de « gens de robes » venus de Melun. Tel qu'en témoigne le plan de l'Intendance dressé en 1789, son emprise foncière est progressivement augmentée au XVIII^e siècle avec la construction d'un nouveau bâtiment en fond de cour. C'est dans le courant du XIX^e siècle que la fonction de la propriété change pour accueillir des activités agricoles. Au nord de la cour une grange est édifée pour relier le bâtiment sur rue et celui à l'arrière. La ferme possède toujours des éléments architecturaux qui témoignent de son histoire telle la porte clavée à piédroits saillant du corps de logis d'entrée, la lucarne meunière de la grange ou encore le grand portail en ressaut du bâtiment placé en fond de cour. Ces éléments se retrouvent d'ailleurs au sein d'autres édifices du bourg ancien de la commune.

La ferme de la Croix-Blanche est ainsi, par son histoire et son architecture, caractéristique du bâti traditionnel de la Brie. Bien que ses formes soient modestes, elle témoigne de la double histoire de Blandy, village marqué par la présence de notables melunais sous l'Ancien Régime, mais dont la vie économique s'est tournée vers l'agriculture dès le XVIII^e siècle. Située dans les abords du château médiéval classé au titre des Monuments historiques, cette ferme participe également pleinement par sa présence à la qualité architecturale et urbaine de la commune.

Aujourd'hui propriété du département de la Seine-et-Marne, comme le château, la ferme est l'objet d'un projet de restauration et de réhabilitation. Elle deviendra une annexe au château destinée à accueillir un espace d'exposition, des salles pédagogiques et un studio d'artiste.

DOSSIER EX066476_ CHÂTEAU DE ROSA BONHEUR, BY-THOMERY

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Château

Commune : Thomery

Département : 77

Datation : XVIIe et XIXe siècles

Description synthétique : Château et parc, avec ses fabriques

Identité propriétaire : Particulier



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Fondé au milieu du XVe siècle pour servir de rendez-vous de chasse, le château de By s'inscrit dans un parc d'environ trois hectares, clos de murs, au sein du village de Thomery. Reconstitué au début du XVIIe siècle, il connut un dernier épisode de grandes transformations lors de son acquisition par l'artiste Rosa Bonheur en 1859.

Le corps principal du château, qui donnait sur une cour d'honneur, est composé d'un niveau de caves, rez-de-chaussée, et deux étages, surmontés d'un étage de greniers. Il était complété d'une aile latérale de service et de divers communs, serres et petits corps de bâtiment, déployés sur le terrain. L'ordonnance ancienne des façades n'est pas connue ; les façades actuelles sont composées de briques recouvertes d'enduit blanc, laissées apparentes dans les angles et autour des fenêtres, tandis que les toits sont en ardoise. Rosa Bonheur confia en 1859 la rénovation du domaine et du château à l'architecte industriel Jules Saulnier, auteur du « moulin Saulnier » à Noisiel. Il ajouta un vaste atelier au-dessus des communs, qui présente aujourd'hui cette belle façade animée par la polychromie des briques et des jeux de croisillons. Cette maison-atelier est la plus ancienne création résidentielle de Jules Saulnier, et la mieux conservée.

Inchangé depuis le décès de Rosa Bonheur, puis celui de son héritière Anna Kumpke en 1936, le château conserve encore aujourd'hui de nombreux effets personnels, quantité d'œuvres ainsi que tout le mobilier de Rosa Bonheur, dont un ensemble néo-gothique qui décore son extraordinaire atelier. De nombreuses folies peuplent le parc, dont certaines construites par Rosa Bonheur : pavillon Louis XVI, serre et verrière probablement sorties des ateliers Eiffel, écuries, un pas de tir destiné à entraîner les villageois pendant la guerre de 1870, et même des rails. L'artiste fit construire en 1898 un second atelier par l'architecte Alexandre Jacob, plus volumineux et plus lumineux que le premier, qui devait servir d'atelier commun à Anna Kumpke et elle-même.

Le château est ouvert au public toute l'année, organise des expositions et un festival de musique tous les étés. Un espace d'exposition et de consultation de documents précieux a été créé sous les combles. Le parc fait l'objet d'un important projet de restauration.

DOSSIER EX066264_ EGLISE SAINT-NICOLAS DE NEAUPHLE-LE-VIEUX

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Eglise

Commune : Neauphle-le-Vieux

Département : 78

Datation : XII, XIII, XIV, XIXe siècle

Description synthétique : Eglise paroissiale

Identité du propriétaire : Commune de Neauphle-le-Vieux



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Elément phare de la ville de Neauphle-le-Vieux, l'abbaye éponyme connut un bel essor au cours du Moyen-Age. Le roi Saint-Louis honora le monastère de sa visite le 9 mars 1266, Aliénor d'Aquitaine, reine d'Angleterre, y séjourna le 16 juillet 1289 et Philippe le Bel y demeura à plusieurs reprises en 1301. Au XIIIe siècle, l'abbaye jouissait d'une liste imposante de droits et possessions.

Vestige de ce site primitif, dont l'importance est reconnue à l'échelle régionale, l'église présente encore aujourd'hui, des éléments architecturaux majeurs de cette période : la croisée du transept surmontée par le clocher, les deux caves voûtées d'ogives. La salle ogivale servant de sacristie, construite dans le prolongement du transept, a été englobée depuis le XVIIIe siècle dans le bâtiment du presbytère. La nef abrite également des vitraux classés au titre des Monuments historiques réalisés dans la seconde moitié du XIXe siècle sur les dessins d'Ingres à la demande de la famille Gatteaux, alors propriétaire. Le bâtiment est en outre inséré dans un environnement naturel très bien préservé. La comparaison des plans anciens de l'abbaye avec une vue aérienne du village actuel permet de constater que Neauphle-le-Vieux est encore aujourd'hui entouré de terres agricoles et de fermes. La physionomie du site offre ainsi une image identitaire du paysage rural francilien alliant bâti ancien et patrimoine végétal. L'ensemble de ses caractéristiques, historiques et esthétiques, font de cette église un témoignage remarquable des grandes heures du monachisme en Île-de-France.

DOSSIER EX066230_ EGLISE STELLA MATUTINA, SAINT-CLOUD

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Eglise

Commune : Saint-Cloud

Département : 92

Datation : XXe siècle (1965)

Description synthétique : Eglise paroissiale

Identité du propriétaire : Association diocésaine de Nanterre



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

L'église Stella Matutina date de 1965. Elle se situe dans le quartier de Montretout qui s'est développé dans les années 1950 sans lieu cultuel. En 1958, l'association diocésaine reçoit en bail du Conseil municipal un terrain pour élever l'édifice. Le projet très moderne des architectes Alain Bourbonnais et Thierry Bouts est retenu. La première pierre est posée en juin 1962. Le chantier dure 3 ans et l'église est bénie en avril 1965 par l'évêque de Versailles.

Le bâtiment se présente comme un polyèdre de bois posé sur neuf dés de béton enfoncés de sept mètres dans le sol. La charpente en bois, composée de poutres en sapin de Norvège, a été réalisée par des Compagnons du Tour de France. La couverture est constituée de plaques de cuivre recouvrant les éléments de charpente formant une étoile à 5 branches. Le dessin de l'édifice, très complexe, laisse une large place aux verrières triangulaires qui illuminent la nef. Les vitraux occupent ainsi une surface de 423 mètres carrés. Les cartons ont été dessinés par Léon (dit Claude) Blanchet et leur réalisation est l'œuvre de différents ateliers d'Île-de-France.

L'ensemble, exceptionnel, tant pour ses qualités architectoniques et esthétiques que pour sa mise en œuvre audacieuse, a été distingué par le label Architecture Contemporaine Remarquable.

DOSSIER EX066238_ CHÂTEAU DE LADoucETTE, DRANCY

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Château de Ladoucette

Commune : Drancy

Département : 93

Datation : 1870-1871

Description synthétique : Demeure, parc, mausolée

Identité du propriétaire : Commune de Drancy



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

La belle demeure connue sous l'appellation de "château de Ladoucette" est l'héritière de l'une des trois seigneuries qui composaient le territoire de Drancy, celle du "Grand Drancy". En 1553, Pierre 1er Séguier, président à mortier au parlement de Paris, y fait bâtir sur les ruines d'une ancienne maison forte un château. Il reste jusqu'au début du XVIII^e siècle la propriété des Séguier, illustre famille qui donne son blason à la ville et dont l'un des membres les plus connus est Pierre, duc de Villemor (1588-1672), garde des Sceaux sous le ministère du cardinal de Richelieu et chancelier de France.

Après la Révolution, le château passe de main en main avant d'être acquis en 1856 par Louis-Napoléon-Laëtitia-Charles de Ladoucette, baron d'Empire et filleul de Louis Napoléon, qui lui donne sa physionomie actuelle. Fortement endommagé lors de la guerre de 1870, il est reconstruit dans un style éclectique, convoquant à la fois les références au Grand Siècle (l'avant-corps central surmonté d'un fronton triangulaire) et au pittoresque (la façade postérieure formant "bow-window", coiffée d'un campanile-belvédère). L'édifice est entouré d'un parc au remarquable travail paysager, au sein duquel figurent de nombreux éléments d'intérêt : alignements d'arbres et perspectives, glacière, vestiges de la motte castrale primitive, mausolée de la baronne Ladoucette. Racheté par la commune en 2009, le château a été entièrement réhabilité et transformé en un centre culturel à la programmation diversifiée (expositions, ateliers, conférences...), qui sera bientôt enrichie par l'implantation d'une Micro-folie (musée numérique conçu en partenariat avec La Villette et le ministère de la Culture). Dans une ville dont le centre a été largement reconstruit, ce lieu dynamique constitue l'un des rares témoignages du bourg historique de Drancy.

DOSSIER EX066266_ENSEMBLE DE TROIS MONUMENTS COMMEMORATIFS DE LA GUERRE DE 1870-1871, LE BOURGET

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Ensemble de trois monuments commémoratifs

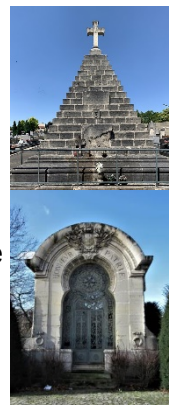
Commune : Le Bourget

Département : 93

Datation : Après 1870-1871

Description synthétique : Monument aux morts, chapelle, ossuaire

Identité du propriétaire : Commune du Bourget



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Durant la guerre de 1870-1871, le territoire du Bourget, situé entre les fortifications de Paris et le fort d'Aubervilliers, sur l'une des voies stratégiques menant à la capitale (la route de Flandres, actuelle RN 2) fut le théâtre de deux affrontements décisifs entre les troupes françaises et prussiennes : la première (28-30 octobre 1870) puis la seconde bataille (21 décembre 1870) du Bourget, qui firent de nombreuses victimes dans les deux camps.

En mémoire de ces funestes événements, trois monuments furent construits en divers lieux de la commune. Le premier est une chapelle funéraire édifiée avec le produit de souscriptions privées, qui surmonte un ossuaire abritant les corps de 69 soldats français et 64 allemands. Décoré de couronnes de chêne et de laurier, de croix d'honneur, de trophées d'armes et de drapeaux, cet édifice se distingue surtout par les deux hauts-reliefs placés dans son caveau. Signés par les sculpteurs Choquart et Denis, ils représentent l'intérieur de la cour du 24, route de Flandres, où fut tué le commandant Barroche et la barricade défendue par le commandant Brasseur et ses hommes.

Le second monument est une pyramide érigée en l'honneur des victimes allemandes, dont les gardes-grenadiers du régiment de l'impératrice Elisabeth.

Enfin, le dernier est un monument orné d'une épée brisée, élevé à la mémoire des combattants de 1870 par l'architecte Marcel Deslignières.

Ces trois édifices sont référencés sur la base "A nos grands hommes" créée par le musée d'Orsay pour documenter tout le travail de statuaire public inventorié en France de la Renaissance à 1945. Dans une partie de la Seine-Saint-Denis très touchée par "l'Année terrible", ils sont le témoignage d'un conflit dont la mémoire se perd peu à peu, alors qu'il fut pourtant un moment majeur de l'histoire francilienne, comme l'a montré la récente exposition "*Gloria Victis – l'Île-de-France assiégée*" (Drancy, château Ladoucette).

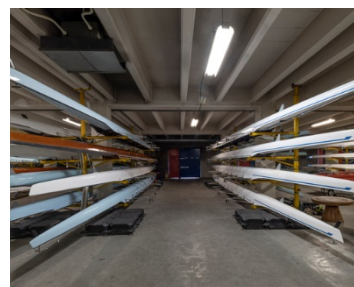
DOSSIER EX066478_ ROWING CLUB SOCIÉTÉ DES RÉGATES PARISIENNES, ILE-SAINT-DENIS

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination :	Rowing-Club de Saint-Ouen
Commune :	Saint-Ouen
Département :	93
Datation :	XXe siècle (1970)
Description synthétique :	Club House, hangar à bateaux, tank à ramer
Identité du propriétaire :	du Commune de Saint-Ouen, bail emphytéotique à la Société des régates parisiennes.



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Le Rowing-Club de Saint-Ouen est né en 1865 de la fusion de la Société des Régates Parisiennes et du Paris Rowing-Club, une date qui fait de lui le plus ancien club d'aviron d'Île-de-France. Alors installé à Courbevoie, il est exproprié en 1965 et s'installe à Saint-Ouen en 1970 par l'entremise du maire Fernand Lefort. Profitant du projet de complexe sportif en cours de construction sur la pointe de l'île Saint-Denis, au lieu-dit "Île des Vannes", le bâtiment dédié au Rowing-Club est construit par les architectes André Rodier et Fernand Dumarcher du côté du petit bras de la Seine, le long du quai. Il se décompose en deux parties. Sur la rue, un club-house de plan carré réparti sur trois niveaux reçoit les espaces d'accueil du public et des licenciés ainsi que les bureaux du club. Il donne également accès à un très vaste sous-sol dédié au garage d'une centaine de bateaux, doté d'un tank à ramer de huit places et d'une salle de gymnastique. Ce niveau s'ouvre sur une esplanade située en contre-bas de la rue aménagée pour la sortie des embarcations. Un système de portique à treuil destiné à la mise à l'eau des yoles complète cet ensemble.

Non pris en compte en 2007 lors de l'inscription au titre des monuments historiques de la grande nef et du bâtiment B du complexe de l'île de Vannes, les bâtiments du Rowing-Club sont pourtant dignes d'intérêt. Leur conception par les mêmes architectes que le site sportif, la structure en béton, l'organisation tripartite respectueuse de la topographie de l'île et l'ampleur du garage à bateaux participent de la singularité du site. La qualité architecturale du Rowing-Club est doublée de la conservation par le club d'objets anciens relatifs à son histoire (archives, trophées, etc.) et de quelques bateaux du début du XX^e siècle.

DOSSIER EX066228_ EGLISE NOTRE DAME DE L'ASSOMPTION, ORMESSON-SUR-MARNE

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Eglise Notre Dame de L'Assomption

Commune : Ormesson-sur-Marne

Département : 94

Datation : XVIIIe siècle (1764)

Description synthétique : Eglise

Identité du propriétaire : Commune d'Ormesson-sur-Marne



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

L'église Notre-Dame de l'Assomption et le château d'Ormesson composent un ensemble patrimonial cohérent et important construit au XVIII^eme. En 1758, le domaine d'Amboile est érigé par Louis XV en marquisat d'Ormesson au profit de Marie François Lefèvre d'Ormesson. Le village change de nom et le nouveau marquis, pour célébrer cet événement, décide de faire édifier une nouvelle façade, au goût du jour, à l'arrière du château. Pour ce faire, il s'adresse à l'architecte Antoine Matthieu Le Carpentier (1709 – 1773) élève de Jacques V Gabriel et membre de l'Académie royale d'architecture.

En 1763, l'église du village nécessitant de nombreux travaux, le marquis d'Ormesson en profite pour ordonner sa démolition, ce qui lui permet d'agrandir l'avenue du château. C'est Le Carpentier, qui était intervenu sur le château, à qui revient la tâche d'édifier la nouvelle église sur le côté de l'entrée du parc du château. Édifiée également en pierre blanche, elle s'harmonise parfaitement avec la nouvelle façade du château. L'architecte s'attache aussi au décor intérieur de l'église d'une grande élégance avec entre autres, des médaillons dorés ornant la chaire et le banc d'œuvre représentant le baptême du Christ, le lavement des pieds et les disciples d'Emmaüs.

Deux siècles plus tard, l'église est devenue trop petite pour une population quarante fois plus nombreuse et en outre, elle est en très mauvais état au niveau de la toiture et des murs fissurés. La décision est donc prise de l'agrandir en 1967/1968 d'après les plans des architectes Ardouin et Gendrot. L'église n'est pas classée mais du fait de la proximité du château (classé), la conservation des monuments historiques demande que la façade et le clocher d'origine soient préservés. La partie ancienne sert désormais de narthex tandis que les deux ailes ajoutées en retrait s'harmonisent très bien avec la façade de l'ancienne église.

L'église Notre Dame de L'Assomption a fait l'objet d'un dossier d'inventaire en 1984 (IA00028216). Et elle abrite onze œuvres protégées au titre des Monuments Historiques.

DOSSIER EX066226_ Domaine du Château Conti, L'ISLE-ADAM

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Domaine du "château Conti"

Commune : L'Isle-Adam

Département : 95

Datation : XVIIe siècle (murs de soutènement) ;
1777-1783 (pavillon d'entrée) ; 1870
(demeure)

Description synthétique : Demeure, parc, pavillon de garde,
souterrains, murs de soutènement

Identité du propriétaire : Commune de l'Isle-Adam



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Dès le IXe siècle, pour contrer les invasions vikings, la plus grande île de L'Isle-Adam, qui prendra plus tard le nom d'île du Prieuré, est dotée d'une motte féodale. Pièce maîtresse du système défensif du fleuve Oise et initialement érigée en bois, elle est à de nombreuses reprises reconstruite. C'est probablement Robert Le Pieux qui confie au seigneur Adam, apparenté à la famille capétienne, cette place-forte destinée à protéger les frontières ouest du royaume de France contre la poussée des Normands. Son successeur, Adam II de l'Isle, la remplace par un château fort en pierre, comme en atteste une charte de 1092. Sa famille, à l'origine du toponyme de la ville, conserve le domaine jusqu'en 1364, date à laquelle il est acheté par Pierre de Villiers, avant de devenir la propriété du connétable Anne de Montmorency en 1527. Ce dernier fait démolir l'ensemble des éléments de fortification (à l'exception de la grosse tour) afin de construire un château de style Renaissance. Les Bourbon-Condé héritent du fief, avant qu'il ne passe aux Conti. C'est sous leur égide qu'au XVIIIe siècle, le château prend une physionomie classique, avec un corps principal encadré de deux pavillons et des balustrades cloturant une cour surplombant l'Oise. A la Révolution, il est réquisitionné comme bien d'émigré puis vendu et démonté pierre à pierre en 1812.

L'actuel "château Conti" est donc une belle demeure en brique et pierre de style Louis XIII, élevée en 1857 pour Alphonse Ducamp. Reconstituée à l'identique après la guerre de 1870, elle a subi bien des vicissitudes avant d'être acquise par la commune de L'Isle-Adam en 2005, qui y engage un profond travail de réhabilitation. Elle accueille aujourd'hui divers services municipaux, dont ceux du Musée d'art et d'histoire Louis Senlecq. Témoignage de la persistance à travers les siècles du phénomène de la villégiature, prisé des familles proches de la cour puis de la bourgeoisie, cet édifice vaut autant par son architecture éclectique soignée que par ses nombreux vestiges (murs de soutènement en bord de l'Oise du XVIIe siècle, important réseau de galeries souterraines daté du XVIIe-XVIIIe siècle cartographié et expertisé par l'INRAP, pavillon de conciergerie, blockhaus de la Seconde Guerre) qui, à la manière d'un mille-feuilles, racontent toutes les étapes de l'urbanisation de ce site majeur du territoire adamois.

DOSSIER EX066233_ PETIT PATRIMOINE HYDRAULIQUE, SAINT-PRIX

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Patrimoine hydraulique
Commune : Saint-Prix
Département : 95
Datation : XIIIe, 2e moitié XVIIIe, XIXe siècle
Description synthétique : Puits, fontaine, borne-fontaine
Identité du propriétaire : Commune de Saint-Prix



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Certes modestes et vernaculaires, les quatre éléments constitutifs du patrimoine hydraulique de Saint-Prix témoignent chacun d'un pan de l'histoire de ce petit village. Jusqu'au XVe siècle, il s'appelait "Tour" et la paroisse avait pour patron Saint-Fiacre, moine irlandais, fondateur au VIIe siècle d'un monastère à Meaux. Ce toponyme disparut alors au profit de "Saint-Prix", nom d'un évêque de Clermont (mort en 674) dont les reliques avaient été offertes à l'église en 1278 par Jean, originaire du village, trésorier du Temple à Paris. Le renom de ce saint, réputé soulager "les personnes impotentes des bras et des jambes", entraîna le développement d'un important pèlerinage, particulièrement aux XVe et XVIe siècles, périodes de grandes épidémies, qui se déroulait en juillet et sur lequel se construisit la prospérité de la commune.

La fontaine de Saint-Prix, attestée dès le XIIIe siècle, avec sa niche abritant une statue polychrome du saint, fermée par une voûte en ogive cantonnée de deux colonnes à chapiteaux sculptés, en était le lieu principal, puisque les pèlerins venaient s'y immerger pour soigner leurs handicaps.

Le puits dit du Prieuré noir serait, quant à lui, l'un des rares vestiges de cet établissement religieux fondé en 1085 par les seigneurs de Montmorency, dont dépendait alors la terre de Saint-Prix ; il était destiné à apporter de l'eau aux cultures en terrasses des moines.

La fontaine et le temple de l'Amour, quoique ne se trouvant plus à leur emplacement d'origine, constituent les vestiges de l'aménagement, durant la seconde moitié du XVIIIe siècle, des jardins du château des Rubelles, détruit, mais dont le domaine occupait tout le bas de Saint-Prix.

Enfin, le souvenir de la fontaine de Saint-André, érigée en 1858 par M. de Saint-André, propriétaire du prieuré Blanc, se perpétue grâce à la présence d'une plaque signalant son emplacement et sa date de création, ainsi que par une borne en fonte venue la remplacer. Tous ces éléments, fortement identitaires pour la commune de Saint-Prix, racontent le cheminement de l'eau, sa symbolique à travers les siècles et ses différents usages, de sa valeur religieuse à sa fonction d'agrément.

DOSSIER EX066229_ PHARE AÉRONAUTIQUE ET PARC, SAINT-WITZ

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Phare aéronautique

Commune : Saint-Witz

Département : 95

Datation : XXe siècle

Description synthétique : Phare aéronautique

Identité du propriétaire : Commune de Saint-Witz



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Le phare aéronautique de Saint-Witz fait partie des phares aéronautiques qui jalonnaient la route aérienne Paris - Bruxelles. Il a été construit après la création de la 1ère compagnie d'aviation commerciale « la Compagnie des Messageries Aériennes » qui, en 1919, relie Paris à Bruxelles via Lille. A cette époque, les aviateurs volent à vue, sur des appareils où la radio en est à ses balbutiements. Ces phares aéronautiques dit de "jalonnement" furent installés dans les années 1920 et 1930 sur les principales routes aériennes au départ de Paris pour permettre le vol de nuit.

Afin de faciliter la tâche des pilotes, il fallut concevoir un système de tracé lumineux la nuit, sur terre, entre Bruxelles et Paris, c'est-à-dire un pointillé de repères espacés de 10 à 30 kilomètres pouvant être aperçu depuis l'avion. Le dernier repère avant Le Bourget était celui de Saint-Witz. La balise tournante de Saint-Witz fonctionnait sur demande car les avions n'étaient pas nombreux. Les éclats de luminosité correspondaient à la lettre W, pour Witz, en morse.

La lampe en néon d'une portée moyenne de 25 kilomètres située sur un pylône Forclum à 20m du sol, avec coordonnées 49°06 de latitude Nord et de 2°36 de longitude Est, arasait de son éclat la colline de Montmélian. Elle fonctionna jusqu'à la guerre de 1939 et fut stoppée pour des raisons de défense passive. Les troupes occupantes la remplacèrent vers 1942 par un feu fixe non tournant, commandé aussi sur demande, signalant ainsi l'approche du terrain du Bourget, devenu militaire, et ce jusqu'à la Libération. À la reprise des activités civiles aéronautiques après la guerre, un autre phare fut placé, mais celui-ci tomba en désuétude.

En raison des progrès de la navigation aérienne nocturne, ces phares ne sont plus utilisés après la Seconde Guerre mondiale. L'association "la mémoire de Bordeaux contrôle" (LMBC), partenaire mémoriel de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) a recensé 29 phares en France métropolitaine, dont 1, celui de Bassevelles 77, a été labélisé par la région en 2019.

DOSSIER EX066227_ MAISON RACLET ET SON PARC, JOUY-LE-MOUTIER

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Maison et parc Raclet

Commune : Jouy-le-Moutier

Département : 95

Datation : Vers 1870

Description synthétique : Demeure, communs, fabrique de jardin, parc

Identité du propriétaire : Commune de Jouy-le-Moutier



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Dans une commune de Jouy-le-Moutier dont l'intégration à la ville nouvelle de Cergy-Pontoise a accéléré la transformation et l'urbanisation, la maison Raclet forme, au cœur du bourg ancien, en bas du coteau, un témoignage patrimonial à préserver.

Demeure de villégiature vraisemblablement édifée vers 1870, elle est implantée sur une parcelle située entre la Grande Rue et l'Oise. Elle porte le nom de son acquéreur en 1919, Charles Raclet, négociant en toiles lourdes, qui a l'idée de racheter des stocks de toile à usage militaire pour les transformer en tentes et sacs de couchage. Avec l'avènement en 1936 des congés payés, le camping connaît un succès croissant et Raclet développe son activité, avant d'ouvrir une usine dans la Sarthe, à Mamers, au début des années 1960.

Bien que l'histoire du site reste à écrire, la maison, de style Second Empire, a conservé ses façades ornées de cartouches et de chutes, sa marquise et son escalier en fer à cheval. Elle s'élève au milieu d'un parc au remarquable travail paysager, avec son bassin central, ses allées ponctuées de statues, ses essences d'arbres diversifiées, son kiosque et ses aménagements en rocaille le long des berges, qui témoignent de la volonté d'y créer une promenade-belvédère sur le fleuve.

La ville a racheté l'ensemble en 1987 et souhaite l'ouvrir de manière pérenne, pour en faire un lieu d'exposition et de résidences artistiques.

DOSSIER EX066222_ ÉGLISE SAINT-PIERRE-SAINT-PAUL, SANNOIS

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Eglise Saint-Pierre-Saint-Paul

Commune : Sannois

Département : 95

Datation : 1932-1937

Description synthétique : Eglise, ensemble de dix vitraux de Valentine Reyre

Identité du propriétaire : Commune de Sannois



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

Reconstruite entre 1932 et 1935 sur les vestiges d'une église plus ancienne, dont il est fait mention dès le XII^e siècle, l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Sannois abrite un véritable trésor : un ensemble de dix vitraux (cinq panneaux dans la chapelle-baptistère, quatre verrières et une rosace monumentale) commandé à l'artiste ermontoise Valentine Reyre (1889-1943) et réalisé avec la collaboration de la célèbre vitrailliste Marguerite Huré (qui travailla aux côtés des frères Perret, pour les vitraux de l'église Notre-Dame du Raincy ou ceux de l'église Saint-Joseph du Havre).

Formée à l'Académie de la Grande Chaumière dans les ateliers des peintres Lucien Simon et Georges Desvallières, qui l'incitent à développer un style dépouillé et expressif, Valentine Reyre, marquée par les drames de la Grande Guerre, crée dès 1916 l'Arche, un groupe d'artistes attachés à la renaissance de l'art chrétien. Elle participe aussi à la fondation en 1919 des Ateliers d'art sacré, avec Maurice Denis.

En 1924, elle s'installe à Ermont, dans le quartier de Cernay. C'est là qu'elle conçoit la fresque du chœur de la chapelle Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus de Montmagny (1926) ou encore les cartons des verrières de l'église Notre-Dame-des-Missions d'Epinay-sur-Seine (1931), deux édifices-manifestes de la modernité en Île-de-France. Elle concourt dans le même temps aux plus grands chantiers religieux de son époque, comme l'église du Saint-Esprit (Paris, 12^e arr.) ou l'église de l'Immaculée-Conception d'Audincourt (Doubs).

L'œuvre de Valentine Reyre est aujourd'hui en pleine redécouverte et la richesse de son corpus francilien pourrait certainement donner lieu à la constitution d'un circuit régional mettant en valeur ses réalisations. De surcroît, la commande pour l'église de Sannois, exécutée en 1936-1937, est probablement la dernière de cette artiste engagée, qui en 1940 mit fin à sa carrière pour se consacrer à des œuvres sociales.

DOSSIER EX061327 – LE CHÂTEAU D'EAU DE BUTRY-SUR-OISE

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination	Château d'eau
Commune :	Butry-sur-Oise – 10, rue de la Division-Leclerc
Département :	95
Datation :	Milieu du XIXe siècle
Description synthétique :	Château d'eau de style néo-classique équipé d'une pompe Salmson, construit pour alimenter la grande demeure appelée « château de Butry ».
Identité du propriétaire :	Particulier



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

La famille Durand-Badeuil acquiert en 1845 un terrain d'1,4 hectares pour y faire construire une grande demeure bientôt appelée "Château de Butry", encore visible aujourd'hui depuis la rue de Parmain. Elle était alimentée par un château d'eau – dont la date de mise en service demeure incertaine – qui tirait l'eau d'un puits situé à sa base. Installée dans son parc mais désormais dissociée du « château », cette élégante « fabrique » de style néoclassique relève d'une typologie devenue rare en Île-de-France. Le soin accordé à son architecture n'est pas sans rappeler, à l'échelle d'une demeure privée, le corpus des « pompes à feu » parisiennes aujourd'hui disparues, construites à la fin du XVIIIe siècle pour puiser l'eau de la Seine.

Le château d'eau de Butry comprend, en rez-de-chaussée, une salle des pompes construite en pierre de taille avec chaînes d'angles saillantes, surmontée d'un tambour en briques et pierre à lits alternés. Ce dernier, desservi par un escalier métallique, supporte un réservoir cylindrique en tôles rivetées. La salle des pompes, couverte d'un dôme surbaissé, abrite encore une pompe « Emile Salmson » – ingénieur parisien installé au 49, rue de Flandre en 1890 et mort en 1917.

Culminant à 12 mètres de hauteur, le château d'eau de Butry, très tôt distingué parmi les éléments patrimoniaux de la commune, est visible depuis le sentier pédestre empruntant l'ancienne « petite ligne » ferroviaire de la vallée du Sausseron, au sein du Parc naturel régional du Vexin français.

DOSSIER EX067798 – EGLISE SAINT-SULPICE – SAGY

Dispositif : Candidature au label Patrimoine d'intérêt régional

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

PRESENTATION DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE A LABELLISER

Dénomination : Eglise
Commune : Sagy
Département : 95
Datation : 1740
Description synthétique : Eglise paroissiale

Identité du propriétaire : Commune de Sagy



INTERET DU BIEN OU DE L'ENSEMBLE AU REGARD DES CRITERES DEFINIS PAR LA DELIBERATION

L'église Saint-Sulpice de Sagy est l'édifice majeur de cette petite commune rurale, située dans la vallée de l'Aubette de Meulan, au cœur du Parc naturel régional du Vexin français.

Entièrement détruite par un incendie au XVIII^e siècle, elle est rebâtie en 1740 et inaugurée en 1741. Placée sous le vocable de Saint-Sulpice, et de taille modeste, elle est composée d'une nef unique, d'un chevet à pans coupés et d'un clocher-porche de plan carré. Elle se distingue par sa façade principale, à deux niveaux d'élévation, percée d'un oculus surmonté d'un fronton triangulaire, reposant sur des pilastres doubles à peine saillants. Avec l'église de Saint-Cyr-en-Arthies (inscrite au titre des Monuments historiques depuis 1947), dont elle est très proche, elle constitue ainsi une des seules églises du Vexin français de style néo-classique, homogène et bien préservée.

Edifiée en lisière de village, comme posée au milieu des champs, elle bénéficie d'une implantation exceptionnelle, dans un paysage resté quasi inchangé depuis sa construction. Elle a ainsi été immortalisée par de nombreux peintres à la fin du XIX^e siècle, en raison de ce panorama unique.

Elle abrite de surcroît un mobilier de qualité, partiellement protégé MH au titre objets, dont une remarquable copie datée du XVIII^e siècle de la célèbre Descente de croix de Jean Jouvenet, peinte en 1697 pour l'autel principal de l'église des Capucines de la place Louis-Le-Grand, à Paris et aujourd'hui conservée au musée du Louvre.

Annexe 2 : Fiches projet

DOSSIER N° EX064195 - Construction d'un orgue à tuyaux - Eglise Saint-Martin - Commune de L'Isle-Adam (95)

Dispositif : Investissement culturel - Construction et restauration des orgues (n° 00000149)

Délibération Cadre : CR2017-191 modifiée du 23/11/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041481-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Construction et restauration des orgues	464 699,00 € HT	27,98 %	130 000,00 €
Montant total de la subvention			130 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ISLE-ADAM

Adresse administrative : 45 GRANDE RUE
95290 L'ISLE ADAM

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur SEBASTIEN PONIATOWSKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Construction d'un orgue à tuyaux avec réemploi et restauration d'éléments préexistants à l'église Saint-Martin

Dates prévisionnelles : 2 mai 2022 - 15 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :

L'église Saint-Martin, classée au titre des Monuments Historiques, constitue un témoin majeur qui doit s'inscrire dans une dynamique culturelle forte de la ville (concerts et festivals, enseignement musical, présentation pédagogique en milieu scolaire). L'objectif est de construire un orgue qui soit en adéquation avec le volume du bâtiment et qui permette un usage approprié pour les offices, les concerts et l'enseignement. Cet orgue a été imaginé comme une synthèse des esthétiques romantiques européennes (France, Allemagne et Angleterre à la fin du XIXe siècle et début XXe). L'orgue de L'Isle-Adam viendra avantageusement compléter le parc des orgues du Vexin, en particulier l'orgue baroque allemand de l'église d'Auvers-sur-Oise, qui accueille déjà des concerts réguliers. Il participera donc au rayonnement culturel de la ville. Le nouvel instrument utilisera une technologie assez rare en France (transmission électroniques qui permettent de démultiplier les possibilités), mais qui a été largement éprouvée dans toute l'Europe. Cet aspect fera encore davantage de cet orgue un instrument unique et précieux. L'orgue

sera entièrement conçu grâce à des plans en CAO (conception assistée par ordinateur) et réalisé en atelier selon le cahier des charges, établi par le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage en respect des recommandations de la DRAC.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des travaux s'élève à 484 772 € HT. La base subventionnable est de 464 699 € (hors imprévus). Le règlement d'intervention prévoit un taux d'intervention maximum de 30% des dépenses éligibles Une subvention régionale de 130 000 € est proposée, ce qui correspond à un taux d'intervention de 27,98%

Localisation géographique :

 L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Facteur d'orgue	401 468,00	82,82%
Frais d'honoraires MOE	63 231,00	13,04%
imprévus	20 073,00	4,14%
Total	484 772,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	218 148,00	45,00%
Région Ile-de-France (sollicitée)	145 431,00	30,00%
Subvention Département (sollicitée)	121 193,00	25,00%
Total	484 772,00	100,00%

DOSSIER N° EX066220 - Restauration de la tour Henri IV du château de Montagu - Commune de Marcoussis (91)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	741 557,00 € TTC	13,49 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION HISTORIQUE DE MARCOUSSIS
Adresse administrative : 5 RUE ALFRED DUBOIS
91460 MARCOUSSIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK BOURGUEIL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration de la Tour Henri IV du château de Montagu à Marcoussis

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :

Le château de Montagu a été construit au début du 15ème siècle par Jean de Montagu, conseiller du Roi Charles VI. Au début du 19ème siècle, le château est démoli. Le domaine et ces vestiges sont classés en totalité en juillet 1984.

En 1941, le domaine devient la propriété de la Fondation des Apprentis d'Auteuil. Elle conventionne avec l'Association Historique de Marcoussis (AHM) qui depuis 30 ans s'est fixée pour objectif la restauration du château de Montagu à travers les chantiers de bénévoles organisées sous l'égide de l'union REMPART. En 2021, les Apprentis d'Auteuil complètent la convention qui les unit à l'AHM en lui déléguant la maîtrise d'ouvrage pour l'opération de restauration des vestiges et de la tour Henri IV. En tant que maître d'ouvrage délégué, l'association AHM porte la demande de subvention.

Cette opération est très suivie dans la mesure où c'est une opération emblématique 2021 pour la Fondation du patrimoine au titre de la mission Bern/patrimoine en péril en Île-de-France

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le programme de travaux est réalisé en une seule tranche mais comporte deux phases :

Phase 1 : Clos-couvert de la Tour Henri IV

Lot : maçonnerie-pierre de taille

Lot : charpente / couverture / paratonnerre

Lot : menuiserie / peinture

Phase 2 : Restauration intérieure de la Tour Henri IV et restitution de l'escalier

Lot : maçonnerie-pierre de taille

Lot : menuiserie / peinture

Lot : électricité

Lot : escalier métallique

Le montant total des travaux s'élève à 741 557 € TTC, honoraires de maîtrise d'œuvre compris représentant la base subventionnable. Une subvention de 100 000 € est proposée, soit 13,49%.

Localisation géographique :

 MARCOUSSIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	317 654,00	42,84%
Travaux de restauration extérieure	356 489,00	48,07%
Frais d'honoraires MOE	67 414,00	9,09%
Total	741 557,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (attribuée)	419 016,00	56,50%
Subvention Région (sollicitée)	148 000,00	19,96%
Subvention Département (sollicitée)	50 000,00	6,74%
Fondation du Patrimoine (attribué)	92 000,00	12,41%
Mécénat (Fondation Total Energie, Crédit Agricole)	32 230,00	4,35%
Part restante	311,00	0,04%
Total	741 557,00	100,00%

DOSSIER N° EX067774 - Commune de Fontainebleau : Restauration du mur de Ferrare 2022

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	721 733,00 € HT	19,99 %	144 300,00 €
Montant total de la subvention			144 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTAINEBLEAU

Adresse administrative : RUE GRANDE
77300 FONTAINEBLEAU

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Julien GONDARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration du mur de Ferrare

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :

Le Mur de Ferrare à Fontainebleau est le dernier vestige de l'ancien Hôtel de Ferrare, construit à partir de 1542 par Sebastiano Serlio pour Hippolyte d'Este.

Le projet consiste à définir un plan de travaux qui vise à reconstituer l'ancien mur dans son entièreté de part et d'autre de la grande porte y compris cette dernière (prise en compte éventuelle des interventions historiques successives comme la présence de la porte de la cavalerie de 1859).

Il convient de le restaurer selon les préconisations de la DRAC, de l'architecte des Bâtiments de France et des archéologues au titre de l'archéologie préventive, et de redonner la splendeur méritée à ce qu'il reste de cet ancien bâtiment.

La restauration du soubassement non classé a été effectuée au premier semestre 2021.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région soutient la restauration du mur de Ferrare à hauteur de 144 300 euros, soit 19,99% de la base subventionnable correspondant aux montants des travaux et des prestations MO pour un montant de 721 773 euros (771 208 déduction de l'intervention relative aux espaces verts (lot 4))

Les travaux comprennent l'ensemble du lot 1 (l'installation du chantier, les échafaudages et protections, la maçonnerie) puis la couverture (lot 2), la menuiserie et la peinture (lot 3).

Localisation géographique :

■ FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	630 250,00	81,72%
Prestations MO et PI	121 200,00	15,72%
Divers	1 500,00	0,19%
Révisions	18 258,00	2,37%
Total	771 208,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (Plan de relance)	368 123,00	47,73%
Subvention Département 77	90 000,00	11,67%
Subvention Région (demandée)	160 000,00	20,75%
Participation Commune Fontainebleau	153 085,00	19,85%
Total	771 208,00	100,00%

**DOSSIER N° EX067783 - Commune de Nemours - Restauration de l'église St Jean Baptiste
(Tranches cond. 1 et 3)**

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	824 776,00 € HT	20,00 %	164 900,00 €
	Montant total de la subvention		164 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEMOURS
Adresse administrative : 39 RUE DU DOCTEUR CHOPY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Valerie LACROUTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration intérieure et extérieure de l'église Saint-Jean Baptiste de Nemours (Phase 2 Tranches conditionnelles 1+ 3)

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 31 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :

Implantée au débouché du pont construit sur le Loing par Perronnet à la fin du XVIIIe siècle, l'église Saint-Jean-Baptiste est, avec le château voisin, un des éléments majeurs du paysage urbain de Nemours.

Aujourd'hui, la commune de Nemours souhaite engager une deuxième phase de restauration intérieure et extérieure de l'église, scindée en quatre tranches fonctionnelles dans le cadre d'un Contrat Régional, qui permet la prise en compte des désordres les plus préoccupants.

Cette deuxième phase de travaux comprendrait : La mise hors d'eau/hors d'air (toitures, vitraux, assainissement), et la restauration des maçonneries les plus endommagées du monument.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région soutient la restauration de l'église St Jean Baptiste de Nemours à hauteur de 164 900 euros. La base subventionnable de 824 776 correspond aux travaux de restauration intérieure et aux frais d'honoraires MOE pour les tranches conditionnelle 1 et 3. Soit, les travaux extérieurs de la nef côtés sud, des bas-côtés sud avec le rétablissement des deux contreforts médians, de la sacristie actuelle (tranche cond.1 de 682 339,56 €). Puis, les travaux sur les voûtes suspendues de la nef (tranche cond.3 de 97 590,41 €).

Localisation géographique : NEMOURS**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	779 929,97	94,56%
Frais d'honoraires MOE	44 846,03	5,44%
Total	824 776,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	239 911,00	29,09%
Subvention Etat (sollicitée)	329 910,00	40,00%
Subvention Région (sollicitée)	164 955,00	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	90 000,00	10,91%
Total	824 776,00	100,00%

DOSSIER N° EX067805 - Travaux de restauration de l'Eglise Saint-Martin à Longjumeau (91)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	216 258,00 € HT	19,88 %	43 000,00 €
Montant total de la subvention			43 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LONGJUMEAU
Adresse administrative : 6 BIS RUE LEONTINE SOHIER
91160 LONGJUMEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame CELIA CHANCEREL, Responsable de service

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux de restauration de l'Eglise Saint-Martin à Longjumeau

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2022 - 30 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux avant le vote de la Région, est justifié par le caractère urgent d'une partie des opérations. La date de démarrage est celle du début des travaux, la demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :

L'église Saint-Martin est une église dédiée à l'apôtre des Gaules, saint Martin. De style gothique, elle a été élevée vers 1250 sous la maîtrise d'oeuvre d'Hugues Piedoie, architecte de Saint Louis. L'église fut incendiée durant la Guerre de Cent ans par les troupes d'Edouard III d'Angleterre, elle est en partie reconstruite. Le 1er avril 1910, l'église est classée monuments historiques. La façade ouest, puis le clocher et l'élévation du bas-côté sud ont été restaurés sur la période 2011-2012. Les travaux comprennent la réfection de la toiture de la sacristie, à l'identique de dispositions actuelles qui datent du XVIIIème siècle mais aussi la restauration de l'élévation du chevet qui domine la toiture.

Ces travaux s'inscrivent dans une politique publique globale de sauvegarde du patrimoine. En effet, la municipalité mène également en 2022 plusieurs actions de valorisation de son église. Ainsi, des travaux de mise en conformité du réseau électrique sont commandés. Enfin, sur le volet des biens meubles, l'orgue sera restauré en 2023 et la Ville de Longjumeau met en place un plan pluriannuel de restauration des tableaux (huile sur toile) de Boquet (1771) présents dans la sacristie.

La DRAC a rendu un avis favorable à la demande d'autorisation de travaux par arrêté en date du 29 mars

2022, annexé au présent dossier.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des travaux s'élève à 216 258€ HT. En tant que bâtiment classé, le taux d'intervention régional est de 20 % maximum des dépenses éligibles. Une subvention de 43 000€ est proposée, ce qui correspond à un taux d'intervention de 19,88%.

Localisation géographique :

 LONGJUMEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration extérieure	177 474,00	82,07%
Autres dépenses (préciser)	25 760,00	11,91%
Frais d'honoraires MOE	13 024,00	6,02%
Total	216 258,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	43 252,00	20,00%
Subvention DRAC (attribuée)	62 874,00	29,07%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	43 251,00	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	66 881,00	30,93%
Total	216 258,00	100,00%

DOSSIER N° EX069471 - Restauration de l'église Saint-Etienne - phase 1 - commune de Fosses (95)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	416 825,00 € HT	20,00 %	83 365,00 €
Montant total de la subvention			83 365,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FOSSES
Adresse administrative : 1 PLACE DU 19 MARS 1962
95470 FOSSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre BARROS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : tranche 1 de la restauration de l'église Saint-Etienne (Chœur, Chapelles Nord et Sud) de la commune de Fosses

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2022 - 30 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction et du calendrier de commission, cette opération a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution

Description :

Le projet de restauration de l'église Saint-Etienne à Fosses porte sur le clos et couvert de l'édifice et la mise en valeur de ses intérieurs, et se fera par tranches successives suivant notamment les degrés de priorité issus de l'état sanitaire des diverses parties de l'édifice. En commençant par les extérieurs, les travaux se concentreront sur la partie orientale de l'église (chœur et chapelles nord et sud), le bas-côté sud, puis l'ensemble des charpentes de toit de la nef et des bas-côtés, enfin le bas-côté nord et le clocher. Les travaux se poursuivront à l'intérieur, dans le transept, le chœur et les absidioles pour finir par la nef et ses collatéraux. Les travaux extérieurs consistent, en une révision ou restauration à l'identique des couvertures et des ouvrages annexes tels que les épis de faîtages, les chéneaux, descentes d'eaux pluviales, etc. Les charpentes seront elles aussi révisées ou restaurées. Le remplacement de certains éléments pourra s'imposer afin de consolider l'ensemble.

La demande de financement des travaux concerne donc aujourd'hui la première tranche fonctionnelle Tranche n°1 (Chœur, Chapelles Nord et Sud), permettant au MOA d'entamer la nécessaire restauration de cet édifice remarquable pour un montant des travaux de 416 825 € HT

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de la première tranche s'élève à 416 825 € HT. En tant que Monument classé, le taux d'intervention régional est de 20 % maximum des dépenses éligibles. Une subvention de 83 365 € est proposée, ce qui correspond à un taux d'intervention de 20%.

Localisation géographique :

 FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	366 407,00	87,90%
Frais d'honoraires MOE	50 418,00	12,10%
Total	416 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	20 841,25	5,00%
Subvention DRAC (acquise)	208 412,50	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	83 365,00	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	83 365,00	20,00%
Subvention EPCI (sollicitée)	20 841,25	5,00%
Total	416 825,00	100,00%

DOSSIER N° EX069479 - Restauration de l'église Saint-Ferréol - Commune de Saint-Forget (78)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	350 320,00 € HT	19,98 %	70 000,00 €
Montant total de la subvention			70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT FORGET
Adresse administrative : LA HAUTE BEAUCE
78720 SAINT FORGET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN LUC JANNIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réfection du clocher, de la charpente et de la toiture de l'église Saint-Ferréole

Dates prévisionnelles : 30 juin 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'église Saint-Ferréol (devenue chapelle Saint-Gilles à partir du XIXe siècle) date du XVIe siècle. Elle est donc vouée à ces deux saints. Exemple type d'architecture religieuse rurale francilienne, elle abrite un rare ensemble de peintures murales du bas Moyen Âge. L'église, dont le plan est en croix latine, comporte une seule nef, flanquée de deux chapelles. Le chœur est doté d'une abside semi circulaire. C'est dans la chapelle sud qu'en 2003, à l'occasion de travaux de consolidation de l'église, des fresques ont été découvertes sous le revêtement apposé en 1875. Une restauration a été effectuée en 2011.


La présente demande de subvention concerne la réfection du clocher, de la charpente et de la couverture de l'église.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût total de l'opération est de 350 320,47 € HT. En tant que monument classé, le taux d'intervention régional est de 20% maximum des dépenses éligibles. Une subvention de 70 000 € est proposée, soit un taux d'intervention de 19,98%.

Localisation géographique : SAINT-FORGET**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration extérieure	322 795,47	92,14%
Frais d'honoraires MOE	27 525,00	7,86%
Total	350 320,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	87 580,20	25,00%
DRAC (sollicitée)	52 548,00	15,00%
Région Ile-de-France (sollicitée)	70 064,09	20,00%
Département (sollicitée)	140 128,18	40,00%
Total	350 320,47	100,00%

DOSSIER N° EX069480 - Commune de Puteaux - Restauration de l'église Notre-Dame de Pitié

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	1 000 000,00 € TTC	20,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PUTEAUX

Adresse administrative : 131 RUE DE LA REPUBLIQUE
92800 PUTEAUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration de l'église Notre-Dame de Pitié.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 1 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction et du calendrier de commission, cette opération a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution.

Description :

La chapelle construite au 16ème siècle, sera transformée de nombreuses fois au cours de son histoire. Sa dégradation au fil des années et la construction d'une autre église plus vaste laisse l'édifice à l'abandon, à partir de 1934. Le clocher, laissé en ruines, sera détruit en 1954. Après, son classement au titre des monuments historiques, en 1975, cette distinction enclenchera un chantier d'ampleur pour sa restauration. Elle ouvre finalement à nouveau ses portes en 1985.

Vouée à la destruction en 1962, on la restaure à partir de 1975 et elle est inscrite aux Monuments historiques, grâce à ses trois vitraux Renaissance remarquables.

De 2023 à 2024, des travaux de restauration sont prévus, autant l'ensemble de la façade que les parties extérieures.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La demande concerne les travaux de restauration intérieure, soit 791 735,58 € (Restauration de l'ensemble des façades, la révision de la couverture et des protections en cuivre, les sols extérieurs, les menuiseries extérieures et les vitraux) et les travaux d'aménagement extérieurs, soit 678 997,85 € (Les maçonneries, les menuiseries, le mobilier).

La Région participe à hauteur de 200 000 €. Le taux d'intervention régional est de 20% maximum des dépenses éligibles. Le montant des travaux pris en compte est plafonné à 1 million par tranche de travaux.

Localisation géographique :

 PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	791 735,58	48,45%
Travaux d'aménagement extérieurs	678 997,85	41,55%
Frais d'honoraires MOE	163 560,00	10,01%
Total	1 634 293,43	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	392 282,69	24,00%
Subvention Etat (attribuée)	653 717,35	40,00%
Subvention Région (sollicitée)	294 146,69	18,00%
Subvention Département (sollicitée)	294 146,69	18,00%
Total	1 634 293,42	100,00%

DOSSIER N° EX069481 - Ville de Montreuil (93) - Restauration de l'église Saint Pierre et Saint Paul (Tranche 01)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	759 780,81 € HT	15,79 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTREUIL

Adresse administrative : 1 PLACE AIME CESAIRE
93105 MONTREUIL

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame PASCALE TAILLAT, Chargée de mission

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration du clos et couvert du clocher et bas-côtés et chapelle Nord.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 1 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction et du calendrier de commission, cette opération a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution

Description :

L'Église Saint Pierre et Saint Paul de Montreuil est élevée à l'emplacement d'une église romane. Elle date de la fin du XII -ème siècle - début du XIII -ème siècle et est classée au titre des monuments historiques en 1913.

Afin de préserver cette église qui figure parmi les plus anciennes de l'art gothique en région parisienne, la ville de Montreuil qui en a la propriété engage des travaux de restauration importants.

Les dégradations (nouvelles fissures) observées sur les façades, le clocher et les chapelles de l'édifice justifient d'entreprendre ces travaux de consolidation globale du monument.

Les trois premières phases du chantier de restauration seront consacrées à réviser et conforter les différentes structures qui composent l'église. Les travaux sont décomposés en 4 tranches, dont la tranche 1 qui fait l'objet de la présente demande (Restauration / révision du clos et couvert du clocher et Restauration / révision du clos et couvert des bas-côtés et des chapelles), soit 759 780 € ht pour le gros-oeuvre , la charpente, les couvertures, la restauration de façades.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région soutient la restauration de l'église St Pierre St Paul à hauteur de 120 000, soit 15,79% de la base subventionnable. Celle-ci correspond au coût de la tranche 1 des travaux de rénovation soit le gros-oeuvre , la charpente, les couvertures, la restauration de façades.

Localisation géographique :

 MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration extérieure	759 780,81	100,00%
Total	759 780,81	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	295 554,81	38,90%
Subvention Etat (attribuée)	303 913,00	40,00%
Subvention Région (sollicitée)	151 956,00	20,00%
Autres apports (mécénat; crowdfunding...)	8 357,00	1,10%
Total	759 780,81	100,00%

DOSSIER N° EX069486 - Restauration des élévations de l'église Saint Pierre Saint Paul - Commune de Gonesse (95)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH (n° 00001048)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier classé MH	795 742,00 € HT	18,85 %	150 000,00 €
Montant total de la subvention			150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GONESSE
Adresse administrative : 66 RUE DE PARIS - BP 10060
95503 GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BLAZY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration des élévations de l'église Saint Pierre Saint Paul

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction et du calendrier de commission, cette opération a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution

Description :

L'église St Pierre St Paul de Gonesse date principalement de la fin du XIIe et du XIIIe siècle. Elle a été classée monument historique en 1862 et a bénéficié de plusieurs campagnes de construction à la fin du XIXe siècle et au second quart du XXe siècle notamment.

La demande de subvention concerne la réhabilitation de l'église, afin de permettre de conserver et valoriser le patrimoine de la commune, et son accès par les habitants. La première tranche des travaux comprendra la restaurations des élévations des tours 1 et 2 en façade, révision de la toiture du bras sud du transept, et la restauration de l'intérieur des chœurs

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des travaux s'élève à 840 742 € HT. La base subventionnable s'élève à 795 742 € (imprévus non comptabilisés). En tant que bâtiment Classé, le taux d'intervention maximum est de 20%. Une subvention de 150 000 € est proposée, ce qui correspond à un taux d'intervention de 18,85%.

Localisation géographique :

🏠 GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maçonnerie/pierre de taille	555 626,00	66,09%
Frais d'honoraires MOE	72 528,00	8,63%
charpente/menuiserie	43 331,00	5,15%
couverture	72 639,00	8,64%
vitraux	35 668,00	4,24%
électricité	15 950,00	1,90%
imprévus	45 000,00	5,35%
Total	840 742,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	168 149,00	20,00%
DRAC (sollicitée)	299 383,00	35,61%
Région Ile-de-France (sollicitée)	165 626,00	19,70%
Département (sollicitée)	207 584,00	24,69%
Total	840 742,00	100,00%

DOSSIER N° EX067797 - Commune de Villemomble (93) Restauration du Clocher et refection des cheneaux des gouttières et des souches de cheminées de l'église Saint-Louis

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	1 000 000,00 € HT	20,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEMOMBLE
Adresse administrative : 13BIS RUE D'AVRON
93250 VILLEMOMBLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN MICHEL BLUTEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration du clocher et réfection des chéneaux, des gouttières et des souches de cheminées

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction et du calendrier de commission, cette opération a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution

Description :

Le projet de restauration a pour but de sauvegarder le clocher et de profiter du chantier et notamment du montage de l'échafaudage pour restaurer d'autres éléments, comme les cloches et le cadran mais également de mettre en lumière cet édifice.

L'Eglise Saint-Louis présente actuellement un état sanitaire peu satisfaisant dû principalement à des dégradations du béton du clocher et à des défauts d'étanchéité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure concernant le lieu soit

Lot 01 maçonneries - traitement des betons: 989 281,80 €
 Lot 02 restauration des sculptures béton: 133 762,59 €
 Lot 03 couverture traitement des ep: 174 694,70 €
 Lot 04 menuiserie serrurerie ferronnerie: 75 000,00 €
 Lot 05 campanaire: 122 000,00 €
 Lot 07 éclairage: 105 380,00 €
 Frais d'honoraires MOE: 148 066,00 €

En tant que bâtiment inscrit aux Monuments Historiques, La région prévoit un taux maximal d'intervention de 30% des dépenses éligibles. Une subvention de 200 000 € est proposée, ce qui correspond à un taux d'intervention de 20%.

Localisation géographique :

 VILLEMOMBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration intérieure	1 600 119,00	91,53%
Frais d'honoraires MOE	148 066,00	8,47%
Total	1 748 185,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	349 637,00	20,00%
Subvention Etat (attribuée) DRAC	446 360,00	25,53%
Subvention Etat (sollicitée) DSIL	609 657,00	34,87%
Subvention Région (sollicitée)	216 531,00	12,39%
Fondation du Patrimoine (sollicité)	50 000,00	2,86%
Autres apports (mécénat; crowdfunding...)	76 000,00	4,35%
Total	1 748 185,00	100,00%

DOSSIER N° EX069482 - Restauration des toitures de l'église Saint-Jean-Baptiste - Choisel (78)

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	305 434,00 € HT	19,64 %	60 000,00 €
Montant total de la subvention			60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHOISEL
Adresse administrative : 1 ROUTE DE LA GRANGE AUX MOINES
78460 CHOISEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain SEIGNEUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration des toitures de l'église Saint-Jean-Baptiste à Choisel (78)

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'église fut bâtie au début du XIIIème siècle en pierres de pays dans le style roman campagnard à l'initiative de Jean de SOISSEY, Seigneur de Choisel, mais c'est au XVIIème siècle que son aspect actuel lui a été donné. Le bilan des pathologies réalisé dans le cadre du diagnostic de 2017 mettait en évidence des désordres liés aux infiltrations d'eau au droit des noues et chéneaux défectueux. Depuis ce diagnostic, des réparations ponctuelles ont été réalisées mais les travaux de restauration restent à réaliser afin de stopper de manière pérenne les infiltrations d'eau et éviter la dégradation des décors peints. la 1ère phase des travaux consiste, dans un premier temps, dans la mise hors d'eau de l'édifice.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 305 434 € HT. En tant que bâtiment inscrit au titre des Monuments Historiques, le taux d'intervention régional est de 30% maximum des dépenses éligibles. Une subvention de 60 000 € est proposée, soit un taux d'intervention de 19,64%.

Localisation géographique : CHOISEL**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration extérieure	269 699,50	88,30%
Mission SPS +contrôle technique	8 090,98	2,65%
Frais d'honoraires MOE	27 644,20	9,05%
Total	305 434,68	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	67 717,34	22,17%
Région Ile-de-France (sollicitée)	61 086,94	20,00%
Département (sollicitée)	85 000,00	27,83%
DRAC (sollicitée)	91 630,40	30,00%
Total	305 434,68	100,00%

DOSSIER N° EX069511 - Commune de Chailly-en-Bière: Restauration du transept de l'église Saint-Paul 2022

Dispositif : Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH (n° 00001049)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration du patrimoine immobilier inscrit MH	402 500,00 € HT	30,00 %	120 750,00 €
	Montant total de la subvention		120 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAILLY EN BIERE

Adresse administrative : PL DU GENERAL LECLERC
77930 CHAILLY EN BIERE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame VERONIQUE MIGLIORATI, Responsable financier

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : restauration du transept de l'église Saint-Paul

Dates prévisionnelles : 1 avril 2023 - 1 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Située dans le Parc Naturel Régional du Gâtinais, à 4 km de Barbizon et à 10 km de Fontainebleau et de Melun, l'existence de l'église Saint-Paul, à l'architecture plurielle, est attestée depuis le IX^e siècle. L'église accueille en son chœur un retable et un maître autel du XVII^e siècle provenant de la chapelle des jésuites du lycée Louis-le-Grand de Paris. Ce mobilier a été classé au titre des Monuments Historiques en 1968.

Des concerts de musique classique sont régulièrement organisés avec des artistes reconnus (ex : Caroline Casadesus). L'église Saint Paul est un monument visité par les touristes en raison du tableau mondialement connu « l'Angélus » de Jean-François Millet, sur lequel la silhouette de l'édifice apparaît.

L'église Saint-Paul a fait l'objet d'une première tranche de travaux, consistant en la restauration de la nef, qui a été réceptionnée le 29 septembre 2022. La 1^{ère} tranche est donc achevée. Aujourd'hui, il s'agit de continuer la restauration de cet édifice, situé sur un promontoire dans le cœur du village, et par conséquent d'entreprendre les travaux de la 2^{ème} tranche.


Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Les travaux de cette 2ème tranche consistent en la réfection de l'ensemble des parements extérieurs du transept, des chapelles et du chœur, la réfection des parements intérieurs de la sacristie et la réfection des parements intérieurs du chœur (avec le retable). Cette réfection au coût de de 350 000 € avec 52 500 € d'honoraires de MO, comprend les travaux de maçonnerie extérieure et intérieure, les travaux de couverture et les travaux divers.

Une subvention de 120 750 € est proposée, ce qui correspond à un taux d'intervention régionale de 30%.

Localisation géographique :

 CHAILLY-EN-BIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réfection	350 000,00	86,96%
Frais d'honoraires MOE	52 500,00	13,04%
Total	402 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	80 500,00	20,00%
Subvention DRAC (sollicitée)	120 750,00	30,00%
Subvention Région (sollicitée)	120 750,00	30,00%
Subvention Département (sollicitée)	80 500,00	20,00%
Total	402 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX066454 - Restauration des installations historiques du Cercle de la voile de Paris - Les Mureaux (78)

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)

Délibération Cadre : CR2017-84 modifiée du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	1 035 047,00 € TTC	19,32 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERCLE DE LA VOILE DE PARIS

Adresse administrative : 30 QUAI GLANDAZ
78130 LES MUREAUX

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur YVES MARTIN FRANCOIS JAMBU-MERLIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration des installations historiques du Cercle de la Voile de Paris - Les Mureaux (78)

Dates prévisionnelles : 14 juin 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction et du calendrier de commission, cette opération a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution

Description :

A sa création en 1858, le Cercle de la Voile de Paris, l'un des plus anciens yachts clubs français, était basé au Petit Gennevilliers. Au XIXe siècle, ce coin de Seine a été le centre du sport de voile parisienne. Le nouveau club house du Cercle de la Voile de Paris, dessiné par son vice-président M. Caillebotte, s'installe aux Mureaux en 1894. Ce centre a reçu le label Patrimoine d'intérêt régional en novembre 2018.

Il s'agit de restaurer les installations historiques du Cercle de la Voile de Paris, situées en bord de Seine, sur la commune des Mureaux. Ces bâtiments qui ont accueilli les régates de l'exposition universelle de 1900 et les JO voile en solitaire de 1924, seront restaurés à l'identique. Le projet propose la rénovation des structures pilotis en béton armé ainsi que de la toiture, le ravalement des façades, la rénovation du poste de pointage, du réseau d'assainissement, d'une cabine témoin et enfin l'aménagement de deux salles de douches dans le bâtiment de Montaut.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total des travaux s'élève à 1 035 047 €. Il est proposé d'intervenir à hauteur de 19,32%, soit une proposition de subvention de 200 000€.

Localisation géographique :

 LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	950 264,00	91,81%
Honoraires de maîtrise d'œuvre (CSPS, bureau d'études...) hors études préalables et diagnostics divers	71 270,00	6,89%
Autres dépenses (préciser)	13 513,00	1,31%
Total	1 035 047,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	207 009,40	20,00%
Subvention Etat (sollicitée)	25 558,80	2,47%
Région Ile-de-France (sollicitée)	310 514,10	30,00%
Subvention Département (sollicitée)	371 964,70	35,94%
Subvention Commune (sollicitée)	120 000,00	11,59%
Total	1 035 047,00	100,00%

DOSSIER N° EX067759 - Commune de Villenoy (77) : Rénovation de la maison des artistes

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)

Délibération Cadre : CR2017-84 modifiée du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	208 252,00 € HT	14,41 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENROY
Adresse administrative : 4 RUE DE LA MARNE
77124 VILLENROY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur EMMANUEL HUDE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation de la maison des artistes de Villenoy

Dates prévisionnelles : 15 mars 2022 - 1 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de la réalisation de l'opération, les missions de base de l'architecte et autres missions associées débutent nécessairement avant le démarrage des travaux. Ainsi et conformément au règlement d'intervention du dispositif d'aide à la restauration du patrimoine protégé, il convient de prendre en compte ces dépenses afférentes aux honoraires de maîtrise d'œuvre.

Description :

Labellisée en 2021 « patrimoine d'intérêt régional », la maison des artistes prend place dans un bâtiment existant dont la Commune de Villenoy est propriétaire depuis 2003.

Après de nombreuses années sans entretien intérieur et extérieur, le bâtiment est en mauvais état. Riche d'un passé industriel grâce à la Sucrerie, la commune souhaite mettre en valeur ses monuments et leurs histoires ; la Maison des artistes en fait partie à part entière. La qualité de son architecture extérieure et intérieure en font un bâtiment remarquable.

De récents travaux ont permis de réhabiliter le rez de chaussée pour y accueillir le dispositif culturel Micro Folie. Le nouveau projet consiste à rénover le bâtiment de la future maison des artistes (rénovation des façades) et à proposer un nouvel aménagement intérieur. Il convient également d'aménager le terrain et l'accessibilité PMR. L'aménagement des étages pourraient ainsi permettre d'accueillir des artistes locaux et faire connaître leurs oeuvres au travers d'expositions, ateliers pédagogiques et découverte...

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles des travaux qui comprennent le ravalement, la chaudière, la plomberie, l'électricité, l'isolation et la réfection de la marquise.

Total : 208 252,00 € HT

Travaux de restauration 2 728,00 €

Travaux d'aménagement intérieur 73 024,00 €

Travaux d'aménagement extérieur 132 500,00 €

Il est proposé une subvention de 30 000 €, soit un taux d'intervention de 14,41%.

Localisation géographique :

 VILLENOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	2 728,00	1,31%
Travaux d'aménagement intérieur	73 024,00	35,07%
Travaux d'aménagement extérieur	132 500,00	63,62%
Total	208 252,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	88 252,00	42,38%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée au titre du présent dispositif)	30 000,00	14,41%
Subvention Département (sollicitée)	90 000,00	43,22%
Total	208 252,00	100,00%

DOSSIER N° EX067804 - Restauration des maçonneries intérieures et extérieures de l'Eglise Saint-Pierre-ès-liens - Commune de Boissy-le-Cutté (91)

Dispositif : Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional (n° 00001053)

Délibération Cadre : CR2017-84 modifiée du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la restauration et à l'aménagement du patrimoine labellisé d'intérêt régional	199 909,00 € HT	29,51 %	59 000,00 €
	Montant total de la subvention		59 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE

Adresse administrative : 2 GRANDE RUE
91590 BOISSY-LE-CUTTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame SYLVIE SECHET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Restauration des maçonneries intérieures et extérieures de l'Eglise Saint-Pierre-ès-liens

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 1 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'Eglise Saint-Pierre-es-Lien date du XVe et XVIe siècle mais fut largement remaniée en 1890. Elle possède un bas relief armorié au dessus de l'entrée. Son intérêt principal réside dans son mobilier.

Labelisée en mai 2022, cette petite église rurale abrite un décor intérieur qui lui confère son caractère remarquable. La charpente lambrissée est entièrement peinte. Aujourd'hui l'église est affectée par le problème majeur de remontée d'humidité. A l'extérieur, on constate une dégradation importante des enduits en soubassement et à l'intérieur une altération des tomettes en terre cuite et des décors peints. Un programme de travaux a été élaboré par un architecte du patrimoine consistant essentiellement à restaurer les élévations extérieures, les sols et une reprise des enduits.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 199 909 € HT. En tant que bâtiment inscrit, le taux d'intervention régional est de 30% maximum des dépenses éligibles. Une subvention régionale de 59 000 € est proposée, qui correspond à un taux d'intervention de 29,51%.

Localisation géographique :

■ BOISSY-LE-CUTTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux préparatoires	37 615,00	18,82%
travaux maçonnerie-pierre de taille	58 847,00	29,44%
drainage périmétrique	24 021,00	12,02%
réseau de récupération des eaux pluviales	25 406,00	12,71%
restauration des élévations intérieures	1 520,00	0,76%
restauration des décors peints	52 500,00	26,26%
Total	199 909,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	41 415,90	20,72%
Région Ile-de-France (sollicitée)	115 494,00	57,77%
Parc régional du Gâtinais	43 000,00	21,51%
Total	199 909,90	100,00%

DOSSIER N° EX068031 - Programme de relevé numérique - Musée Ducastel-Véra - Saint-Germain-en-Laye (78)

Dispositif : Soutien à la numérisation des collections des musées (n° 00001054)

Délibération Cadre : CR2017-84 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101403- Construction, rénovation et aménagement des musées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la numérisation des collections des musées	75 109,00 € HT	26,63 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Arnaud PERICARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Conception d'un programme de relevé numérique, de restitution et de modélisation 3D des vestiges du Château-Neuf

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 31 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction et du calendrier de commission, cette opération a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution

Description :

Le Musée a été créé en 1872 à partir de la très riche collection d'oeuvres d'art léguée à la Ville par Louis-Alexandre Ducastel. Il n'a depuis cessé de s'enrichir grâce aux donations des amateurs d'art et des artistes saint-germanois, parmi lesquels le sculpteur Honoré Icard, les peintres François Bonvin, Édouard Detaille, Maurice Denis, et surtout Paul Vera et son frère André, urbaniste et théoricien des jardins qui, en 1968, ont donné à la Ville de nombreuses oeuvres et la totalité du fonds de leur atelier. Le Musée bénéficie depuis 2002 du label « Musée de France ». Le service des Collections municipales assure la préservation, la restauration, l'étude et la présentation au public de près de 9 000 oeuvres allant de l'antiquité égyptienne au XXe siècle - dont un vaste ensemble graphique (dessins et estampes) - et l'une des apothécaireries les mieux conservées en France. Le projet consiste à concevoir un programme d'ensemble de modélisation des vestiges du Château-Neuf, qui permettra à la municipalité de construire une action culturelle dans la durée. Le programme aura pour objectif principal de documenter l'existant et de mettre en valeur les vestiges les plus importants à des fins de conservation et de valorisation patrimoniales. Il vise à l'élaboration d'autres objets infographiques qui compléteront la connaissance du

Château-Neuf envisagé dans ses différents états historiques. Diverses exploitations de ces travaux pourront être envisagées : mise en ligne des modélisations, valorisation dans le cadre d'actions culturelles ou scientifiques notamment au sein du futur Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le règlement intérieur prévoit, pour ce dispositif, une aide de 30% maximum des dépenses éligible. L'aide régionale est plafonnée à 30 000 €. Une subvention de 20 000 € est proposée, ce qui correspond à un taux d'intervention de 26,63%.

Localisation géographique :

 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires scénographe, etc.	10 909,00	14,52%
Projet de numérisation	64 200,00	85,48%
Total	75 109,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	30 045,00	40,00%
Subvention Département (sollicitée)	22 532,00	30,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	22 532,00	30,00%
Total	75 109,00	100,00%

DOSSIER N° EX067769 - Réseau Européen des théâtres de verdure (75) : Mise en valeur des théâtres de verdure et de plein air d'Ile-de-France

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)

Délibération Cadre : CR2017-84 modifiée du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 933-312-65748-131014-300

Action : 13101409- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	52 000,00 € TTC	23,08 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU EUROPEEN DES THEATRES DE VERDURE
Adresse administrative : LE CHATEAU
42122 SAINT MARCEL DE FELINES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DEGUEN NATHALIE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Mise en valeur des théâtres de verdure et de plein air d'Ile-de-France

Dates prévisionnelles : 10 janvier 2023 - 30 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution.

Description :

Le RESTHEVER est une association dont l'objet est la connaissance, la préservation et la mise en valeur des théâtres de verdure sous leurs divers aspects.

Patrimoine peu connu et fragile, riche d'une longue tradition, figure multiforme de l'art des jardins, les théâtres de verdure sont aussi des espaces privilégiés pour l'alliance de la nature et du spectacle vivant. L'association souhaite engager un projet visant à identifier, faire connaître et mettre en valeur les théâtres de verdure et de plein air en Ile de France. Il entend jouer un rôle de "réseau structurant" en lien avec l'ensemble des collectivités et gestionnaires de sites concernés afin de les accompagner dans leurs initiatives et leur proposer des spectacles, visites et autres activités, leur apporter des conseils pour la remise en état, l'entretien et la bonne gestion de ces lieux particuliers.

Le RESTHEVER propose une programmation artistique : Organisation de spectacles dans les théâtre de verdure (jardins ouverts), organisation d'une journée d'étude, édition d'une plaquette pour valoriser les théâtre de verdure en Ile-de-France, édition d'un ouvrage sur ces "scènes vertes" franciliennes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région soutient le projet à hauteur de 12 000 euros, soit 23,08% de la base subventionnable qui correspond au montant du budget prévisionnel du projet , déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant alloué.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	8 500,00	16,35%
Publication	19 000,00	36,54%
Communication	1 000,00	1,92%
Action culturelle	21 000,00	40,38%
organisation tables rondes et conférences	2 500,00	4,81%
Total	52 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	19 000,00	36,54%
Région Ile-de-France (sollicitée)	33 000,00	63,46%
Total	52 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX069469 - Communauté d'agglomération du pays de Meaux - Exposition au Musée de la Grande Guerre sur les infirmières.

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)

Délibération Cadre : CR2017-84 modifiée du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 933-312-657351-131014-300

Action : 13101409- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	294 000,00 € TTC	5,10 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA DU PAYS DE MEAUX

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS COPE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Exposition au Musée de la Grande Guerre à Meaux sur les infirmières durant la Première Guerre Mondiale, prévue d'avril 2023 à janvier 2024.

Dates prévisionnelles : 29 août 2022 - 1 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution.

Description :

Prévue d'avril 2023 à janvier 2024, la nouvelle exposition sera consacrée aux soignants et notamment aux infirmières, qui bénévoles ou salariées, civiles ou militaires ou qualifiées ont oeuvré au service des victimes. Elle a pour ambition de témoigner de l'engagement et de la participation des infirmières parmi les personnels de santé mobilisés sur les fronts mais aussi à l'arrière auprès des populations civiles. L'exposition s'attachera à décrire et faire comprendre les diversités des statuts et des champs d'activité des infirmières dans le contexte d'un conflit marqué par des évolutions technologiques, thérapeutiques et des pratiques de soins.

Le parcours s'organisera autour d'un fil rouge thématique qui permettra d'envisager trois moments structurants :

- Statuts et pratiques soignantes des infirmières pendant la guerre
- Identités et reconnaissances
- Imageries et stéréotypes

Dans le choix des collections présentées, une attention particulière sera portée sur les fonds documentaires du musée (archives, presse, livrets de formation...). D'autres institutions et des collectionneurs privés sont sollicités. Par exemple, le Musée Albert Kahn, l'Historial de la Grande Guerre, le collectionneur Frédéric Pineau : historien spécialiste de l'histoire des femmes au 20^e siècle, la Croix-Rouge, le Musée de la coopération franco-américaine de Blérancourt, le musée de l'Armée et musée des beaux-arts de Poitiers....

La scénographie proposera une double constante : remettre en contexte historique et rendre sensible l'histoire et l'intimité de femmes engagées. Des portraits d'infirmières viendront ponctuer le parcours de visite. (Edith CAVELL, Marie MARVINGT (et les infirmières volantes), Pauline-Andrée DE LA METTRIE (et ses Miss), Irène JOLLIOT-CURIE...) L'exposition sera accompagnée d'un catalogue. Le catalogue comptera environ 200 pages et le tirage est de 1500 exemplaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région soutient le projet à hauteur de 15 000 euros, soit 5,10 % de la base subventionnable qui correspond à l'ensemble des dépenses du budget prévisionnel.

Localisation géographique :

📍 MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation matérielle	222 000,00	75,51%
Publication	25 000,00	8,50%
Communication	35 000,00	11,90%
Action culturelle	10 000,00	3,40%
Autres dépenses en fonctionnement liées au projet (préciser)	2 000,00	0,68%
Total	294 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	129 000,00	43,88%
Subvention Etat (sollicitée)	20 000,00	6,80%
Subvention Région Ile-de-France au titre du dispositif concerné (sollicitée)	30 000,00	10,20%
Droits d'entrée	90 000,00	30,61%
Autres apports (mécénat, crowdfunding...) (préciser)	25 000,00	8,50%
Total	294 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22008594 - Bonus Patrimoine - Commune de Blennes:Restauration de l'église Saint Victor

Dispositif : Bonus patrimoine du Contrat Rural (COR) (n° 00001293)

Délibération Cadre : CR 2020-073 du 14/12/2020

Imputation budgétaire : 903-312-2041412-131014-300

Action : 13101402- Valorisation du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Bonus patrimoine du Contrat Rural (COR)	541 440,00 € HT	18,47 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BLENNES

Adresse administrative : RUE DES MOINES
77940 BLENNES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pascal DALICIEUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : restauration de l'église (toiture de l'édifice et du clocher, réfection de la façade ouest)

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2020 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :

La commune de Blennes (555 habitants - INSEE 2019) propose de restaurer l'église Saint Victor qui date du XIIème siècle. Inscrite à l'inventaire des Monuments Historiques, elle comporte une nef et un bas-côté composés de quatre travées, un chœur à chevet plat composé d'une unique travée. Le clocher qui surplombe la façade ouest présente un dévers vers le Nord et une dégradation importante de la tête de poutre nord/ouest supportant le clocher et le beffroi. L'ensemble des murs en moellons de pierres est recouvert d'un enduit de chaux qui se détache ponctuellement. La couverture en tuiles plates est très altérée.

Les travaux prévoient la réfection de la toiture de l'édifice et des maçonneries de la façade ouest. Le lancement des travaux est programmé en janvier 2023

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le Bonus patrimoine vient en complément de la subvention octroyée par la délibération CP2022-420 du 10 novembre 2022 dans le cadre du dispositif COR (PC2020-73).

En application des dispositions de l'article L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales, la participation minimale de la commune maître d'ouvrage peut être réduite à zéro après dérogation accordée par le représentant de l'État dans le département. La commune a obtenu un avis favorable de la Préfecture de Seine-et-Marne pour déroger aux dispositions au CGCT et bénéficier d'un taux de participation minimal inférieur à 20 % des financements apportés.

La Région soutient à hauteur de 100 000 euros soit 18,47% de la base subventionnable de 541 440 € qui correspond au montant total des travaux et des études, déduction faite de la différence entre le montant alloué et le montant demandé.

Localisation géographique :

■ BLENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	545 600,00	85,06%
Etudes et honoraires	95 840,00	14,94%
Total	641 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat - Drac (sollicité)	191 032,00	29,78%
Subvention Région Idf (demandé)	200 000,00	31,18%
Subvention Département 77 (sollicitée)	150 000,00	23,38%
Commune	100 408,00	15,65%
Total	641 440,00	100,00%